



ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°A2026_SG055

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AU PROFIT DE SNJSD DE LA PISCINE ÉPHÉMÈRE À DIGOIN

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1321-1 et suivants,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants,

Considérant que nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public appartenant à un établissement public,

Considérant la demande formulée par l'association Société de Natation , Joute et Sauvetage « SNJSD » pour occuper la piscine éphémère Le Grand Bain de Digoin pour ses activités d'entraînements de de compétitions,

ARRETE

Article 1 : l'association Société de Natation , Joute et Sauvetage «SNJSD» est autorisée à occuper la piscine éphémère de Digoin «Le Grand Bain» selon les conditions fixées par le présent arrêté :

- 4 lignes d'eau les mardis et le jeudis de 9h30 à 11h00.
- 4 lignes d'eau les lundis de 19h00 à 20h00
- 4 lignes d'eau les mardis de 19h00 à 21h00
- 4 lignes d'eau les jeudis de 19h00 à 21h00
- 4 lignes d'eau les vendredis de 19h00 à 20h00

Article 2: La présente autorisation est consentie du 04 juillet 2026 au 23 août 2026. Elle est personnelle et ne peut être cédée, directement ou indirectement, à qui que ce soit.

Article 3: Les dépendances occupées sont utilisées, conformément à leur affectation, pour les activités d'entraînements et de compétitions. Toute autre activité est prohibée sans l'accord exprès de la Communauté de communes.

L'occupant s'engage à respecter le règlement intérieur applicable. Il veille au respect dudit règlement par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.

Article 4: La présente autorisation est délivrée à titre gratuit.

Article 5: L'occupant est responsable des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir, de son fait ou des personnes dont il répond. Il contracte à cette fin une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile et en justifie auprès des services de la Communauté de communes dans les quinze jours à compter de la notification de cette autorisation.

Toute détérioration du matériel prêté dans le cadre de cette occupation donne lieu à réparation.

Article 6: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le Tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas - BP 61616 - 21016 Dijon CEDEX).

Article 7: Le Président de la Communauté de communes, la Directrice Générale des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Paray Le Monial, le
20 mai 2026

Gérald GORDAT
Président du Grand Charolais